

## AKTUELL

## RELIGIONS

# Complexifications

Luc Caregari

**Pour préparer le débat parlementaire sur les futures relations entre Etat et communautés religieuses, le ministre des Cultes a organisé un séminaire avec tous les concernés.**

Invité par le ministre Biltgen, tout le gratin confessionnel était présent ce mercredi à l'occasion du débat avec la commission d'experts qui a rédigé un rapport sur l'avenir des relations entre l'Etat et les communautés religieuses (voir woxx 1183). Il y avait donc : les églises catholique, protestante, anglicane, orthodoxe et néo-apostolique, les communautés musulmane, juive et même les bahaï - ne manquaient que les pentecôtistes, les témoins de Jéhovah et - pourquoi pas ? - la scientologie. Les seules voix de la raison dans ce bel assemblage étaient l'Aha (Allianz vun Humanisten, Atheisten an Agnostiker) et les représentants de l'Alpe - réunissant les professeurs d'éthique - ainsi qu'une représentante des instituteurs. François Biltgen est ostensiblement toujours partant pour mettre en scène un dialogue, qui, si son coup réussit, servira surtout à graver dans le marbre les privilèges de l'église catholique, tout en redistribuant un peu le reste du magot des impôts.

## Tous discriminés.

Pour le débat, il avait choisi trois axes : les relations constitutionnelles, les modes de financement et l'éducation religieuse à l'école. Le scénario de la discussion a presque toujours été le même : tout le beau monde attendait qu'Erny Gillen, le vicaire général de l'église catholique, ouvre les hostilités. Après cela, une riposte en règle de l'Aha - qui se faisait représenter par Jean-Paul Lickes, auquel on peut décidément attribuer un certain talent d'orateur et de charmeur. Pour terminer, c'était au tour des autres communautés religieuses. Et là, les craquelures qui les divisent sont vite apparues au grand jour. Les orthodoxes parlaient de « provocation » de la part du ministère, parce que celui-ci aurait omis d'inviter leur métropole et les musulmans ont voulu sauter le premier point pour directement en venir à leur doléance principale, un conventionnement. Aux yeux de Gillen, la mention de la religion dans la constitution serait nécessaire pour garantir « la liberté de religion ». Il



va plus loin en demandant d'y ajouter aussi le principe des conventions. De son côté, Aha réclame la mention d'un « Etat laïc » comme meilleur garant de ladite liberté de conscience et de religion, mais cette revendication n'a pas vraiment trouvé d'échos dans l'audience.

Quant au financement des cultes par les deniers publics, Gillen a repris l'argumentaire typique de l'église catholique : oui à certains changements, qui restent toutefois encore à définir ; mais, et c'est là où le bât blesse, « njet » à l'abolition. A nouveau, l'Aha, qui est pour la fin du système actuel, était en fort mauvaise posture. C'est le représentant de la Shoura qui l'a exprimé le plus clairement : « La croyance est privée, mais la religion non » et de qualifier l'attitude de l'Aha de « néolibérale », parce qu'elle prévoit de privatiser les cultes. En général, les communautés étaient d'accord pour ne pas abolir le conventionnement - même celles qui n'en profitent pas. L'argument de Lickes, qui a rappelé l'existence d'un sondage selon lequel 66 pour cent des Luxembourgeois souhaitent une séparation stricte entre Etat et communautés religieuses a été balayé d'une main... divine.

Même blocage pour le troisième axe : si les représentants de l'Alpe et des instituteurs ont réitéré leurs arguments selon lesquels une société multiculturelle et multiculturelle ne se construit pas en séparant les enfants, l'opposition à un cours unique d'éducation aux valeurs était quasi - à l'exception de la Shoura, qui « ne veut pas missionner » - unanime aussi.

Ainsi, le dialogue voulu par Biltgen ne reflète nullement le consensus qu'il veut faire passer. Au contraire, il montre les lignes de fracture entre les communautés elles-mêmes et les personnes athées ou agnostiques qui mettent en question le bien-fondé d'un système archaïque.

## SHORT NEWS

## LSAP macht sich Mut

Wenn man die eigene Existenzberechtigung selbst beschwören muss, dann läuft irgendetwas schief! Nein, die Rede ist nicht von der Piratenpartei, sondern vom Parteitag der LSAP am vergangenen Sonntag, auf dem sich die Parteispitze Mut machte. „Mehr Bildung, mehr Beschäftigung“ waren die dominierenden Schlagwörter und man müsse Geschlossenheit nach außen signalisieren, appellierte Parteichef Bodry an seine „Genossen“. Darüber hinaus hält die Partei erstaunlicherweise an sozialer Gerechtigkeit fest. So sei es nach wie vor eines ihrer Hauptanliegen, das luxemburgische Sozialmodell zu erhalten. „Dem Diktat der Märkte dürfen wir nicht nachgeben“ und „Der Mensch muss wieder im Herzen unseres Interesses stehen“, so Bodry. Von der Mehrheit beklatscht wurde die Grundschul- und Berufsausbildungs-Reform, die von Ministerin Mady Delvaux-Stehres nach „Jahrzehnten des politischen Stillstands“ auf den Weg gebracht wurde; denn bisher sei da irgendetwas schief gelaufen, stellte Arbeitsminister Schmit fest. In der steigenden Erwerbslosigkeit unter Jugendlichen sieht er „ein menschliches Drama“. So einigte man sich geschlossen auf eine höhere Frauenquote und beschwor sich als zukünftige Gestalter.

## Gaydeamus !

Ce mois-ci, l'organe traditionnel des catholiques de gauche se lâche. La couverture annonce d'ailleurs bien la couleur : sur fond rose, deux lions rouges bien érigés comme il se doit se roulent une pelle toute virile. 13 ans après avoir consacré un numéro à l'homosexualité, Forum récidive. Et constate que les temps ont bien changé : dans son éditio, la rédaction rappelle qu'en 1999, personne n'aurait parié que 13 ans plus tard, non seulement le mariage homosexuel, mais aussi l'homoparentalité seraient à portée de main. Les contributions en valent la peine : citons parmi d'autres Marc Rollinger (dont le woxx a brossé le portrait), qui est actuellement à l'affiche dans le documentaire « Naked Opera », qui y évoque sa foi catholique et son homosexualité, le journaliste et ancien porte-parole de la Cour Claude Neu qui analyse l'évolution du « milieu gay » grand-ducal et le psychanalyste Thierry Simonelli qui consacre son article à l'homophobie. Dans un tout autre registre, celui de l'affaire du Srel, ce numéro ouvre ses pages aux journalistes Gil Goebbels, Jean-Claude Franck et Pia Oppel (tous du 100,7). Un des membres de la commission d'enquête parlementaire, le député Serge Urbany, dresse également une analyse très critique du fonctionnement de cette commission. Par Lucifer, ce numéro s'annonce diablement intéressant !

## Fukushima : tous ensemble !

Deux ans déjà que la ville japonaise de Fukushima fut frappée par une catastrophe nucléaire, conséquence d'un tsunami. Alors que ni l'archipel et encore moins son économie ne s'en sont véritablement remis, les vœux d'alors de mettre fin au tout nucléaire semblent déjà bien loin. Pourtant, à en croire les professions de foi, tout le monde s'oppose au nucléaire. Y compris le DP, le parti historiquement le plus pro-nucléaire, a fait sa mue. Il l'a fait savoir ce jeudi par la voix du député Eugène Berger (ancien secrétaire d'Etat à l'environnement) : les libéraux ont découvert les énergies alternatives et ils appellent de leurs vœux une renégociation du traité Euratom. Lundi prochain sera d'ailleurs l'occasion de marquer le coup : à 12h30, le comité d'action nationale contre l'énergie nucléaire appelle à un piquet de commémoration sur la place Clairefontaine dans la capitale. Trois revendications centrales y seront portées : l'arrêt des centrales nucléaires proches de nos frontières, pour une politique européenne anti-nucléaire et pour un concept énergétique national sans recours aux énergies nucléaire et fossile. Ce qui est intéressant, c'est que l'ensemble des partis politiques luxembourgeois (en plus de bien d'autres associations et syndicats) participent au comité, y compris les partis gouvernementaux. Ce qui ne se fait pas trop ressentir.